Le développement équitable par le tourisme, le tourisme « pro-pauvres », et la formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes

*Equitable Development Through Tourism, “Pro-Poor” Tourism, and the All-
Inclusive Formula in the Caribbean*

Sabrina Tremblay-Huet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2935>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2935

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Sabrina Tremblay-Huet, « Le développement équitable par le tourisme, le tourisme « pro-pauvres », et la formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 56 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2016, consulté le 15 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2935> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2935

Ce document a été généré automatiquement le 15 juin 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la
Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le développement équitable par le tourisme, le tourisme « pro-pauvres », et la formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes

Equitable Development Through Tourism, “Pro-Poor” Tourism, and the All-Inclusive Formula in the Caribbean

Sabrina Tremblay-Huet

- 1 Il ne fait plus aucun doute que le tourisme est une activité économique en croissance exponentielle. De 104 milliards de dollars américains en 1980, à 415 milliards en 1995, 2014 fut le théâtre de 1.245 milliards en recettes du tourisme international¹. Aujourd’hui, l’Organisation mondiale du tourisme (OMT) estime que le tourisme, de façon directe, indirecte ou induite, contribue à 9% du produit intérieur brut (PIB) mondial². Certes, la mondialisation des échanges commerciaux résulte en une augmentation des déplacements internationaux pour motifs liés au travail, mais l’OMT affirme que « [L]es voyages à des fins de détente, de vacances ou tout autre type de loisirs ont représenté un peu plus de la moitié de toutes les arrivées de touristes internationaux (53 %, soit 598 millions) en 2014. »³.
- 2 Pour plusieurs économies des États des Caraïbes, le tourisme constitue une activité économique fondamentale. Entre 2005 et 2014, les Caraïbes ont connu une moyenne de croissance annuelle pour ce secteur de 2%⁴. Les statistiques récentes sont révélatrices d’une croissance significative pour certains États; la région a connu une hausse de 7% des arrivées internationales en 2015, par rapport à l’année précédente⁵. La Barbade a enregistré une hausse de 14,3% des arrivées internationales pour la première moitié de 2015 par rapport au même segment de l’année précédente⁶. Toujours pour cette période temporelle, le groupe Expedia affirme avoir conclu 800 nouveaux partenariats dans les Caraïbes⁷. En ligne avec ces chiffres impressionnants, une croissance continue constitue encore l’un des objectifs économiques de la région. Par exemple, en août 2015, Saint-

Vincent-et-les-Grenadines a reçu un prêt de 5 millions de dollars américains pour la construction d'un aéroport international de la part du gouvernement taiwanais⁸. Le ministre des Affaires étrangères de l'île a affirmé que la construction de cet aéroport constitue une « exigence de base pour le développement d'une société moderne »⁹. Il semble ici clair que le « développement » afin d'accéder à la « modernité » fait référence au modèle du Nord Global¹⁰, largement dominé par l'idéologie du néolibéralisme.

- 3 La logique du néolibéralisme imprègne le développement touristique, promu par les grandes institutions internationales financières et de développement. Cependant, ce développement se produit trop fréquemment en parallèle à la création ou la reproduction d'inégalités économiques et sociales, ainsi qu'à une utilisation irresponsable de « ressources » environnementales. Cette logique, tout comme dans bien d'autres secteurs, ne semble pas remise en question par les acteurs centraux du tourisme. Cet article mobilisera les trois caractéristiques principales du néolibéralisme mis de l'avant par la politicologue Wendy Brown, afin de démontrer cette tension entre promesses du développement touristique selon cette logique et les effets sur les populations en situation de pauvreté. Il importe d'établir l'idéologie dans laquelle se situe le discours prépondérant sur le développement touristique et de la nommer, afin de contrer la normalisation de celle-ci, ainsi que ses effets problématiques. En effet, le néolibéralisme serait hégémonique « *to the point where it has become incorporated into the common-sense way many of us interpret, live in, and understand the world* »¹¹.
- 4 Le cas d'étude du tourisme en formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes sera mobilisé en tant qu'exemplification de la logique du tourisme de masse, dans le contexte où la dépendance de plusieurs États face à ce secteur dominé par le Nord Global offre plusieurs avenues de réflexion sur la notion de développement. D'autant plus, il s'agit d'une manifestation particulièrement révélatrice d'une logique de marchandisation des lieux, des personnes et des cultures par le tourisme¹².
- 5 En réponse aux inégalités induites par le développement par le tourisme, le courant du tourisme « pro-pauvres » fut proposé en tant que philosophie devant guider les activités touristiques¹³. Le tourisme « pro-pauvres » a pour objectif une activité touristique dont les effets explicitement visés sont une augmentation des bénéfices nets pour les communautés hôtes. Cette stratégie constitue donc une réponse au constat que la prétention de la promotion néolibérale du tourisme ne résulte généralement pas en une solution en soi à la pauvreté pour les États du Sud Global. La philosophie du tourisme « pro-pauvres » sera brièvement décrite, ainsi que mise en parallèle avec ses critiques principales. La plupart de ces critiques se trouvent fondées sur l'argument que cette philosophie du tourisme ne cherche pas à confronter la structure systémique néolibérale permettant la création de situations de pauvreté. Il sera proposé que bien que nous soyons en accord avec cette critique, il demeure tout de même nécessaire de favoriser les approches qui cherchent à opposer les effets du système, en conscience pragmatique du fait que l'époque néolibérale nous apparaît encore dominante et peu menacée. En confrontant la doctrine néolibérale du développement du tourisme à l'une de ses failles principales, soit le maintien en situation de pauvreté de plusieurs communautés hôtes, il est proposé que le tourisme « pro-pauvres » constitue en effet un discours de résistance.
- 6 Afin que le tourisme « pro-pauvres » constitue un réel potentiel de résistance à l'idéologie néolibérale dominant le développement contemporain du tourisme, nous arguons qu'il est nécessaire que la formule en hôtels tout inclus soit explicitement exclue en tant que forme possible de tourisme adoptant cette stratégie, ce qui n'est présentement pas le cas.

Nous démontrerons la place de cette formule au sein des discours sur le tourisme « pro-pauvres », et exposerons notre argument quant à pourquoi les tenants de cette approche devraient activement militer contre cette forme de tourisme, ou minimalement explicitement l'exclure d'actions touristiques se prévalant de cette dénomination, et ainsi rectifier cette inclusion incohérente. Nous concluons par une piste de réflexion sur le tourisme social, un courant touristique parallèle, présentant également un potentiel de résistance.

- 7 La méthodologie utilisée est une mise en parallèle des réalités sociales liées au tourisme avec la « rationalité politique »¹⁴ du néolibéralisme, menant à une analyse critique de la logique néolibérale de développement du tourisme, particulièrement dans le cas du Sud Global. Ces réalités sociales furent d'abord accédées par une recherche des données économiques du secteur touristique afin d'en saisir l'ampleur. Ensuite, la littérature en sciences sociales portant sur le tourisme (émanant principalement des études touristiques, de la géographie, de la sociologie et de l'anthropologie) est source de nombreuses recensions des conditions de vie des communautés hôtes du tourisme, ainsi que des répercussions environnementales de cette activité économique. Les discours et programmes des institutions internationales financières et de développement constituent également une source importante, afin de prendre connaissance des processus de développement touristique promus, des financements accordés en ce sens, ainsi que des motivations et justifications mises de l'avant. Ces sources furent consultées, et par la suite, les constats s'en dégagent en matière d'enjeux de droits humains et environnementaux furent liés aux caractéristiques principales de l'idéologie néolibérale. La cohérence de ces enjeux aux résultats problématiques avec les postulats et pratiques néolibérales ainsi que les discours et programmes des institutions internationales financières et de développement permet de proposer une analyse critique de cette logique de développement touristique. La philosophie du tourisme « pro-pauvres » fut sélectionnée à des fins d'analyse de son potentiel de résistance. Pour ce faire, les rapports et articles scientifiques s'y rapportant furent consultés, ainsi que les références à celle-ci au sein de projets de développement touristique. La conclusion de cet article portant sur le potentiel émancipateur offert par une combinaison avec le tourisme social fut informée par la documentation de l'Organisation internationale du tourisme social (OITS).

1. Les trois principales caractéristiques du néolibéralisme et leur application au tourisme en formule des hôtels tout inclus

- 8 Selon Wendy Brown, professeure de sciences politiques à l'université de Californie à Berkeley, les trois principales caractéristiques sont les suivantes¹⁵. Premièrement, le néolibéralisme « *depicts free markets, free trade, and entrepreneurial rationality as achieved and normative, as promulgated through law and through social and economic policy—not simply as occurring by dint of nature.* ». Deuxièmement, « *neoliberalism casts the political and social spheres both as appropriately dominated by market concerns and as themselves organized by market rationality* », de ce fait menant les États à revêtir un rôle déterminé par les impératifs d'une logique de marché, et à créer et maintenir des structures institutionnelles promouvant et facilitant cette logique. Celle-ci implique par exemple la croyance en l'efficacité de la privatisation, ainsi que celle en la capacité des acteurs à se prendre soi-même en charge. Troisièmement, le néolibéralisme « *produces governance*

criteria along the same lines, that is, criteria of productivity and profitability ». Cela est d'ailleurs lié à l'argumentaire central de Brown dans son livre *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, selon lequel l'« ékonomisation » de la société s'oppose à la démocratie¹⁶.

- 9 Les enjeux en matière de droits humains et d'impacts environnementaux liés au tourisme en formule des hôtels tout inclus, ainsi que les discours et programmes des institutions internationales financières et de développement seront mis en parallèle avec ces caractéristiques, afin d'en démontrer la cohérence, nous permettant d'affirmer que la logique du développement touristique contemporain s'inscrit dans cette idéologie. Les institutions internationales financières et de développement nous intéressant ici sont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que la Banque interaméricaine de développement (BID), considérant le contexte régional des Caraïbes.

1.1 Le libre marché, le libre-échange et leur soutien institutionnel et politique

- 10 Notons d'emblée que dans le préambule du *Code mondial d'éthique du tourisme*, principal texte normatif de l'OMT, il est affirmé : « persuadés que l'industrie touristique mondiale, dans son ensemble, a beaucoup à gagner à se mouvoir dans un environnement favorisant l'économie de marché, l'entreprise privée et la liberté du commerce »¹⁷. Il est donc explicite qu'il s'agit de la voie privilégiée de développement touristique. Cette première caractéristique du néolibéralisme se démontre surtout, dans notre cas d'étude, par les phases des projets de développement du tourisme de la Banque mondiale, l'enjeu du taux de fuite, ainsi que les réductions d'impôts offertes par certains États avec pour objectif d'attirer des investissements étrangers liés à des projets touristiques.
- 11 La Banque mondiale, dont la devise est « Œuvrer pour un monde sans pauvreté », a un historique qui n'est pas tout à fait linéaire en matière de promotion du développement par le tourisme. Pour Donald E. Hawkins et Shaun Mann, les États du Sud Global, étant de plus en plus enclins à se tourner vers la Banque mondiale pour du soutien financier et technique à des fins de développement du tourisme, n'ont pas reçu une réponse qui soit stable au fil du temps de la part de la Banque mondiale¹⁸. Hawkins et Mann définissent quatre périodes clés. D'abord, de 1969 à 1979, il y eut une phase de macro-développement. Durant ces années, le financement de la Banque mondiale permit le développement de destinations touristiques aujourd'hui majeures, incluant le Mexique, la République dominicaine et la Tunisie¹⁹. Cette phase se clôt cependant par la publication d'un rapport catalyseur dirigé par le professeur Emanuel de Kadt, « *Tourism – Passport to Development?* », publié à la suite de la conférence de décembre 1976 commandée par la Banque mondiale conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)²⁰. Les deux organisations, en rétrospective de leur implication dans le développement touristique des années précédentes, ont en effet souhaité analyser les impacts socioculturels réels de ce secteur, en reconnaissance du fait que « *[W]hether tourism is an appropriate activity for developing countries to encourage has been subject to controversy* »²¹.
- 12 Une phase de désengagement caractérisa ensuite les années 1980 à 1990, durant laquelle il fut déterminé que le « marché » et le secteur privé constituaient les vecteurs de développement appropriés pour cette activité économique²². Une phase de développement durable fut entreprise en 1991 jusqu'en 1999; durant celle-ci, les thèmes environnementaux, culturels et sociaux furent encouragés au sein des 44 projets financés

²³. Finalement, les auteurs identifient la phase de 2000 à 2006 comme étant celle du micro-développement. Des dizaines de projets sont à nouveau financés par l'institution, d'abord analysés par la méthode de la chaîne de valeur, intégrant des principes microéconomiques ayant pour objectif l'amélioration des conditions de vie des communautés hôtes²⁴. Le financement est offert en portion considérable au secteur privé, par la Société financière internationale (SFI)²⁵. L'objectif proclamé de cette dernière est l'élimination de la pauvreté extrême d'ici 2030 et l'amélioration de la redistribution des richesses dans tous les pays « en développement »²⁶. Le pouvoir d'agir accordé au secteur privé par la Banque mondiale démontre sa croyance en le succès de projets menés selon une logique de marché libre entre acteurs privés concurrents. Hawkins et Mann, sensibles à la redistribution équitable des richesses découlant de la croissance économique liée au tourisme, concluaient leur analyse en se questionnant quant à la capacité de la Banque d'assurer exactement cela : « *Is the bank sufficiently organized to work multi-sectorally when this approach to development programs has failed in the past due to high transaction costs? A stronger case needs to be made to demonstrate the positive linkages between tourism development and poverty reduction* »²⁷. Ce questionnement est certainement légitime. Il pourrait être reformulé afin de se questionner, plutôt, sur le besoin de démontrer le potentiel de la réduction de la pauvreté par un développement touristique selon l'idéologie néolibérale.

- 13 Aux fins de la promotion de l'investissement privé dans le secteur touristique, la SFI affirme ceci : « *According to the World and Tourism Council, every dollar spent on travel and tourism generates over three dollars of economic output.* »²⁸. L'enjeu du taux de fuite n'est donc aucunement mis de l'avant. Le taux de fuite, dans le contexte du tourisme, est le terme employé pour décrire le phénomène des revenus touristiques « fuyant » l'État hôte²⁹. Il s'agit de « rapatriement des profits » de la part de compagnies privées étrangères pour les activités économiques ayant lieu sur un territoire, fréquemment d'un État du Sud Global³⁰. En somme, le problème y étant associé est que l'argent d'un touriste ne demeure pas au sein de l'économie locale dans laquelle cet argent fut déboursé³¹. La prévalence de ce phénomène dans le cas du tourisme dans les Caraïbes est considérable, et constitue un enjeu central pour une réelle amélioration des conditions socioéconomiques par le tourisme. La formule des hôtels tout inclus constitue la forme la plus néfaste sur le plan du taux de fuite, puisque les touristes auront payé avant leur départ pour les frais de transport, d'hôtels et de restauration³². L'adoption de cette formule par la République dominicaine, par exemple, mena à une réduction marquée des revenus par touriste³³. La stratégie touristique de la Banque mondiale pour la région de l'Afrique de 2010, intitulée « *Transformation Through Tourism* », énonce clairement le taux de fuite en tant qu'obstacle majeur aux bénéfices du tourisme pour les populations locales³⁴. La « stratégie » de tourisme « pro-pauvres » y est d'ailleurs directement proposée, en tant que façon d'aborder ce problème³⁵. L'une des composantes du cadre stratégique pour ce projet est l'augmentation des liens économiques avec le secteur privé local³⁶. Le défi y apparaît de taille :

Constraints to tourism value-chain development in Africa include poor quality products, lack of tourism awareness, and a problematic business environment. There are significant opportunities for improved linkages, but in many cases local products (horticulture, produce, crafts, entertainment, transportation) are not sufficiently developed or are not of high enough quality to supply the tourism industry.³⁷

- 14 Cependant, dans les Caraïbes, concernant entre autres les produits de l'agriculture, l'offre n'est pas le problème; la demande des complexes hôteliers semble le constituer. Polly

Pattullo est citée par de nombreux universitaires en la matière, ayant documenté la problématique du taux de fuite de façon extensive. Elle affirme à titre d'illustration qu'il est fort probable que dans un complexe hôtelier tout inclus des Caraïbes, les touristes consomment du jus d'orange de la Floride, des bananes de la Colombie et des ananas d'Hawaï³⁸. Le taux de fuite est un enjeu lorsqu'il existe un souci de réduction de la pauvreté de la communauté hôte de l'activité touristique permettant les entrées de liquidités en premier lieu; il l'est moins dans le contexte d'un souci de politiques et lois favorisant le libre marché et le libre-échange, combiné à une croyance en l'efficacité de ceux-ci pour une (re)distribution équitable des richesses.

- 15 La concurrence venant de pair avec une ouverture liée entre autres au libre-échange, contexte largement institutionnalisé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mène certains États à adopter différentes mesures de promotion aux fins d'investissements étrangers. Cela inclut des réductions d'impôts offertes aux compagnies privées étrangères, tel qu'est le cas par exemple pour la République dominicaine par la *Loi 158-01* (2001)³⁹. L'ironie, en matière de la réduction de la pauvreté des communautés hôtes, est que cela se produit en parallèle à une difficulté d'accès au crédit pour des entrepreneurs locaux du secteur touristique⁴⁰.

1.2 La prépondérance de la rationalité de marché pour les sphères politiques et sociales

- 16 Cette rationalité de marché n'est toutefois pas confinée aux seules politiques et lois applicables au développement de l'industrie touristique; elle atteint également les sphères politiques et sociales. Cela est manifeste lorsque sont explorés les enjeux de la redistribution des richesses liées à ce développement touristique, l'exclusion sociale des communautés hôtes, les conditions des travailleurs du secteur touristique, ainsi que la marchandisation des cultures.
- 17 La redistribution équitable des richesses engendrées par le tourisme est en effet une problématique importante. Si cela n'est pas un objectif explicite d'un développement touristique, il est périlleux de supposer, selon une logique néolibérale, que la façon dont la redistribution s'effectuera sera naturellement équitable. La rationalité politique néolibérale présuppose des « *citizens as individual entrepreneurs and consumers whose moral autonomy is measured by their capacity for "self-care"—their ability to provide for their own needs and service their own ambitions* »⁴¹. Les contraintes institutionnelles, ou bien résultantes des politiques et lois à saveur néolibérale, ont toutefois fréquemment pour effet d'être simplement trop restrictives pour permettre un réel épanouissement économique et social des membres en situation de pauvreté d'une communauté hôte du tourisme, particulièrement de masse.
- 18 À titre d'exemple, l'île américaine de Puerto Rico a reçu en 2004 3.5 millions de visiteurs, générant ainsi plus de 3 billions de dollars américains; à cette même époque, un recensement révéla qu'environ 45% des ménages vivaient en dessous du seuil fédéral de pauvreté⁴². Notons également que l'un des États les plus riches du Mexique dans lequel se trouvent les hauts lieux touristiques de Cancún et de la Riviera Maya, soit Quintana Roo, est l'hôte d'une des populations en plus haute situation de pauvreté à travers le pays⁴³. Cela est contre-intuitif, particulièrement si l'on considère qu'un tiers du revenu touristique du Mexique est généré par cet État seul⁴⁴. L'une des conséquences d'un si grand attrait touristique est entre autres l'inflation des coûts de la vie⁴⁵, incluant des

logements, ce qui a pour effet de rendre inabordables certaines régions, tel que cela est le cas par exemple pour plusieurs populations mayas dont les terres ancestrales s'y trouvent⁴⁶. À titre indicatif de ce que cela peut représenter, entre 1990 et 2000, la moyenne d'augmentation annuelle des logements à Puerto Rico était de 10%⁴⁷. De ce fait, « *[I]n a place where attractive coastal lands are the key ingredient in the recipe for success, concentrated ownership has led to concentrated benefits. The "few" that get the benefits from tourism (or ecotourism) are often foreign firms, or multi-national tourism conglomerates.* »⁴⁸.

- 19 L'exclusion n'est toutefois pas qu'économique; une « stratification physico-spatiale » peut également être observée, c'est-à-dire qu'alors que les lieux touristiques sont attrayants et bien desservis par les services, les lieux en périphérie, divisés par entre autres des autoroutes ou des séparations naturelles, sont tout le contraire⁴⁹. L'interdiction d'accès de facto des locaux aux plages publiques par les gardes de sécurité de complexes hôteliers est également un problème largement documenté⁵⁰. L'inflation a également pour effet de priver d'accès économique, plutôt que physique, plusieurs locaux à des commerces tels que des restaurateurs; un exemple flagrant est celui du fait que « *a double-scoop ice-cream cone at Häagen-Dazs in Cancún costs US\$7.50, more than in the United States and twice the minimum wage for workers in that city.* »⁵¹.
- 20 Également, les conditions de travail du secteur touristique dans les Caraïbes sont difficiles, particulièrement vu la saisonnalité de l'activité touristique dans ces lieux. De ce fait, l'instabilité des emplois liée à des embauches et des congédiements saisonniers mène à l'octroi de peu de bénéfices sociaux, réservés aux employés permanents⁵². Les tenants des succès d'un développement touristique néolibéral insistent sur la création d'emplois; rarement toutefois les statistiques se préoccupent des conditions de travail et des statuts liés à ces emplois. En République dominicaine, le salaire des employés du secteur touristique est sous la moyenne nationale⁵³. Au sein de ce secteur, les femmes gagneraient environ 68% du salaire des hommes⁵⁴. L'exclusion d'employés nationaux des fonctions de gestion au bénéfice d'expatriés est notoire dans la région⁵⁵. Dans la formule des hôtels tout inclus, les pourboires constituent d'emblée une pratique moins fréquente⁵⁶, tel que cela est particulièrement le cas pour les complexes du groupe Sandals, dans lesquels une politique d'interdiction des pourboires est en place afin que le séjour soit réellement « tout inclus »⁵⁷. La dépendance face à la demande de l'offre qu'est le tourisme contribue elle aussi de façon majeure à la précarité des emplois y étant liés; par exemple, il est estimé que les attaques du 11 septembre 2001 auraient causé la perte de 5 millions d'emplois dans le secteur touristique⁵⁸. D'autant plus, les entrepreneurs locaux indépendants peinent à faire concurrence aux conglomerats du tourisme basés dans des États du Nord Global. L'harmonisation des produits fait partie intégrante du standard touristique, et le pouvoir de la détermination des prix est bien sûr aux mains des dits conglomerats⁵⁹. C'est ainsi que pour profiter du « boom » économique du tourisme, il est ardu de bâtir une entreprise permettant des taux de profits significatifs, puisque la concurrence est trop féroce face aux multinationales ayant forgé plusieurs alliances imposant des chutes de prix. Pourtant, une étude sur l'impact en matière de subsistance du tourisme dans les régions côtières de la République dominicaine a révélé que les ménages dépendants du tourisme bénéficiaient d'un meilleur revenu lorsque ceux-ci étaient à la tête de petites entreprises, plutôt qu'employés du secteur⁶⁰.
- 21 La marchandisation des cultures, largement discutée au sein de la littérature sur le tourisme⁶¹, est également un phénomène démonstratif d'une rationalité de marché appliquée à la sphère sociale. Le phénomène est devenu un enjeu particulièrement dans le

contexte du tourisme impliquant les cultures autochtones. Cela a mené à des situations dans lesquelles, par exemple, les peuples autochtones d'une région ne bénéficiaient pas d'un réel pouvoir décisionnel quant au développement touristique promouvant leurs cultures traditionnelles, ou bien n'étaient pas les principaux bénéficiaires des revenus engendrés⁶². Brown mentionne que « *[N]eoliberalism looks forward to a global order contoured by a universalized market rationality in which cultural difference is at most a commodity, and nation-state boundaries are but markers of culinary differences and provincial legal arrangements* »⁶³. En effet, malgré les aléas du libre marché des intérêts et préférences touristiques, il demeure que les structures politiques, ainsi qu'institutionnelles donatrices, ont le pouvoir de déterminer si certaines cultures seront érigées, au mieux tel que le dénonce Brown, en tant que commodités permettant leur survie en parallèle avec leur rentabilité.

1.3 La gouvernance publique : un souci de productivité et de rentabilité

- 22 La dévaluation de l'équité, associée au néolibéralisme notamment par Brown⁶⁴, est cohérente avec les effets d'un développement touristique suivant cette idéologie. Les principes de la gouvernance néolibérale constitueraient l'alternative proposée⁶⁵. La notion de développement durable s'inscrit aisément dans une rationalité politique néolibérale, considérant qu'il est implicite à cette notion que l'objectif en est un d'exploitation soutenue à long terme. La productivité d'une ressource doit être assurée afin d'en soutirer une rentabilité maintenue au fil du temps. Gérer l'État, gérer des ressources (humaines, environnementales), comme une entreprise privée dont il faut assurer productivité et rentabilité, telle est l'une des caractéristiques d'une gouvernance néolibérale. Ce développement durable d'une attraction touristique, par exemple, s'effectue-t-il en accord avec la communauté hôte? Peu importe : l'État « *replaces strictures on democratic proceduralism and accountability with norms of good management* »⁶⁶. Puisqu'une accumulation continue et expansionniste fait partie intégrante d'une idéologie néolibérale (et capitaliste), il devient rapidement apparent que la durabilité réfère à un calcul économique, en plus d'un calcul environnemental⁶⁷. Au-delà d'une contradiction évidente, les effets de ce jumelage pourraient même être néfastes en matière environnementale⁶⁸. Non seulement ces effets seraient préjudiciables à une protection en soi de l'environnement, mais également pour les populations en situation de pauvreté. Cela se produit notamment car d'une part, les personnes avec le plus de ressources financières acquièrent un contrôle privé de nombreuses « ressources » environnementales, telles que l'eau, et de ce fait en bénéficient d'autant plus⁶⁹. D'autre part, la dégradation environnementale affecte de façon disproportionnée les populations en situation de pauvreté⁷⁰, tel que largement documenté et décrié par le mouvement de « justice environnementale ».
- 23 Le discours de l'un des gardiens de la doctrine néolibérale, le FMI, exemplifie ces propos. Les statistiques de croissance impressionnante des arrivées internationales de touristes dans les Caraïbes présentées en introduction ont sans doute tout pour plaire à cette institution, qui affirmait en 2010 que la région des Caraïbes se développait *lentement* depuis les vingt dernières années; cela aurait eu pour cause des manquements significatifs en matière de productivité⁷¹. Le FMI proposait ainsi que « *countries should pursue structural reforms that increase the tourism sector's productivity and competitiveness,*

reflected in growing numbers of arrivals and receipts per tourist », le tourisme étant ainsi perçu comme étant clé à un développement accéléré⁷². Récemment, l'institution se déclarait satisfaite de la croissance en République dominicaine, fortement liée à l'activité touristique en matière de produits exportés; cependant, les indicateurs économiques présentés au sein de ce communiqué informent le lecteur que le taux de la population en situation pauvreté est de 35,5%, incluant 7,2% en extrême pauvreté⁷³. Quelques lignes générales énoncent que des réformes sont nécessaires afin de rendre cette croissance économique plus inclusive⁷⁴. Ce n'est pourtant pas le sujet central de ce communiqué : la hausse de la croissance du secteur constitue l'élément majeur à retenir, et à célébrer.

- 24 Le FMI a récemment publié une note de discussion portant sur son engagement envers les Objectifs de développement durable (ODD), et son soutien aux États les accomplissant⁷⁵. Sont énumérées trois façons dont est promue une « croissance durable », soit : « (1) *economic diversification and structural transformation within a stable macroeconomic framework*; (2) *economic, gender, and financial inclusion*; and (3) *climate and environmental sustainability* »⁷⁶. Il y est donc reconnu la nécessité dans ce contexte d'aborder la question d'une croissance inclusive, qui ne soit pas vectrice d'inégalités de revenus, de genre et d'opportunités financières⁷⁷. En effet, de grandes inégalités en ce sens peuvent nuire à une croissance durable, selon ce rapport⁷⁸. En ce qui a trait au développement durable, il est considéré que la durabilité de la composante environnementale est « cruciale » pour une stabilité macroéconomique et une croissance à long terme⁷⁹. Il est proposé que les politiques publiques visant à mitiger les risques environnementaux peuvent également affecter cette croissance⁸⁰. Une croissance économique soutenue demeure donc l'enjeu central dans ce discours.
- 25 La BID, quant à elle, finance actuellement 19 projets actifs de « développement durable » du tourisme⁸¹. La redistribution équitable des profits issus du tourisme n'est pas un objectif principal énoncé explicitement par la BID. En effet, la dimension de durabilité de cette voie de développement prévaut. Les trois catégories de résultats promus sont plutôt la protection de la biodiversité, l'amélioration des conditions de travail et de l'implication des communautés locales, ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la gestion des déchets⁸².
- 26 L'appropriation du concept de développement durable par de nombreuses entités s'inscrivant directement dans l'idéologie néolibérale fut l'objet d'un grand scepticisme. La possibilité de cette appropriation serait entre autres due à la flexibilité du terme, de ce fait menant à ce qu'il apparaisse « *compatible with an economic system based upon the assumption of perpetual growth* », soit le néolibéralisme⁸³. Juan Cervantes propose même que nous assistons plutôt à l'émergence et la consolidation d'un « néolibéralisme durable »⁸⁴. L'enjeu de la durabilité d'un secteur à potentiel de développement continu nous apparaît être : durable pour qui? Si l'État répond à une logique de marché, la durabilité d'une ressource n'a de valeur que si une profitabilité y est associée. D'autant plus, un secteur économique est-il durable s'il exclut de façon continue de ses bénéfices certains groupes de population?

2. Le tourisme « pro-pauvres » : une résistance au développement néolibéral du tourisme?

- 27 Faisant écho au plaidoyer de professeur de Kadt, notamment, et en réponse aux inégalités criantes se creusant ironiquement par le développement du tourisme de masse dans les destinations du Sud Global, la philosophie du tourisme « pro-pauvres » a émergée. En effet, déjà en 1979, il apparaissait évident que la redistribution des richesses était un problème de taille en matière de développement touristique : « *growth alone may not suffice to overcome poverty within a reasonable time, and [that] the distribution of the material benefits of development among the poorest countries and the poorest populations groups within individual countries requires special attention* »⁸⁵. Or, tel que démontré par les enjeux se manifestant dans l'industrie touristique contemporaine, la philosophie « pro-pauvres » demeure largement d'actualité.
- 28 Qu'en est-il exactement? En somme, il s'agit d'une philosophie prônant des stratégies touristiques portant une attention significative aux bénéfices directs pour les populations en situation de pauvreté qui en outrepassent les coûts. Professeur Harold Goodwin a proposé cette philosophie au *Department for International Development* (DID) du Royaume-Uni, qui avait lancé un appel, en 1998, afin de trouver des façons dont le tourisme pouvait contribuer à l'élimination de la pauvreté⁸⁶. Professeur Goodwin s'est entre autres inspiré de « *Tourism – Passport to Development?* » pour sa proposition⁸⁷. Le DID commanda ensuite un rapport sur le sujet afin de développer un programme concret⁸⁸. Le tourisme « pro-pauvres » a pour objectif de créer des opportunités de bénéfices nets aux populations en situation de pauvreté plutôt qu'un objectif d'expansion du secteur⁸⁹. Des exemples de stratégies de tourisme « pro-pauvres » sont : inclure l'élimination de la pauvreté en tant qu'objectif concret de projets touristiques, promouvoir l'inclusion d'opportunités d'emploi dans les secteurs formel, informel et d'entrepreneuriat pour les personnes en situation de pauvreté, assurer l'inclusion des personnes en situation de pauvreté dans les prises de décision touristiques afin que leurs préoccupations soient également considérées, ainsi que créer des partenariats locaux afin d'entre autres minimiser le taux de fuite⁹⁰.
- 29 Considérant ses prétentions, ainsi que sa popularité, la philosophie du tourisme « pro-pauvres » fut l'objet de critiques importantes. La plus majeure concerne le fait que celle-ci ne s'attaque pas directement au système créant les situations de pauvreté qu'elle a pour objectif d'enrayer. Le tourisme « pro-pauvres » serait ainsi compris comme étant une « acceptation tacite » du système de développement néolibéral⁹¹. La philosophie aurait également été reprise par des institutions pour lesquelles la croissance économique demeure l'objectif primordial du tourisme, par exemple l'OMT⁹². Professeur Goodwin reconnaissait d'ailleurs que le terme et son langage furent utilisés sans toutefois qu'il n'y ait d'actions menées pour l'élimination de la pauvreté, ce qu'il lie à une potentielle efficacité en matière d'obtention de financement lorsque la stratégie est citée⁹³.
- 30 Malgré ces faiblesses attribuées au tourisme « pro-pauvres », dont nous reconnaissons certes la validité, il nous semble qu'il s'agisse tout de même d'une philosophie qui soit explicitement plus dédiée à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté que certaines autres formes de tourisme dit « durable » ou alternatif, ainsi que flexible dans l'atteinte de ses objectifs. Elle n'est également pas partie prenante au discours de promotion du développement du secteur, en tant que créatrice

d'emplois et de profits, mais bien une voix au chapitre de comment et pour qui cette activité devrait se développer lorsque cela est d'emblée le cas⁹⁴. Notons également que cette philosophie est plus porteuse en matière de réduction de la pauvreté que des formes alternatives populaires de tourisme visant la conservation (de l'environnement, de la culture, etc.). Dans *The Moralization of Tourism*, Jim Butcher propose plusieurs arguments contre ce qu'il conçoit être des limites indues à la liberté individuelle à travers les différentes tendances « éthiques » du tourisme sous la forme de codes de conduite ou de condamnations de certaines formes de tourisme tel que celui de masse, ce qu'il surnomme la vague du « *New Moral Tourism* »⁹⁵. D'emblée, précisons que cet argumentaire ayant pour finalité la promotion d'une liberté de conscience pour les touristes, privilégiant le libre choix de chacun au détriment des conséquences de ces dits choix touristiques sur les populations et environnements affectés, nous semble fort problématique et prône à extrapolations dangereuses⁹⁶. Cependant, nous sommes en accord avec l'une des critiques qui y sont exposées. En effet, professeur Butcher propose que les approches au tourisme favorisant la préservation de l'état social et économique actuel d'une communauté, pour des raisons de crainte d'effets néfastes du « développement », a pour effet de maintenir cette communauté dans une situation de pauvreté : « *The forms of 'sustainable tourism' advocated by the authors are designed to leave these societies as they are - culturally authentic, but grindingly poor.* »⁹⁷. Tel pourrait constituer l'une des critiques de l'écotourisme, par exemple. Professeur Goodwin a d'ailleurs évoqué la déception liée à cette tendance, en raison des résultats empiriques ne démontrant pas les bénéfices attendus pour les communautés situées autour des parcs nationaux; ce fut d'ailleurs l'un des éléments de motivation du gouvernement anglais à lancer cet appel à des solutions innovatrices bénéficiant les communautés hôtes du tourisme en situation de pauvreté⁹⁸.

- 31 En quoi la philosophie « pro-pauvres » répond-elle à la critique de professeur Butcher? Elle a pour objectif clair non pas la promotion d'une certaine forme de tourisme, mais bien la promotion active d'amélioration des bénéfices nets au profit des populations en situation de pauvreté. Cet objectif n'est pas en phase avec toutes formes de tourisme prônant la conservation d'un élément au-delà de toutes autres considérations, si cette conservation ne produit pas de bénéfices nets. Ce n'est donc pas la durabilité de l'activité touristique qui soit promue, mais bien les effets de sa réalisation immédiate. L'approche ne s'attaque pas au secteur en soi : « *Many of the disadvantages associated with tourism are actually characteristics of growth and globalisation. Many of the negative impacts that arise as a result of tourism development would also occur with development in other sectors.* »⁹⁹. Les tenants de l'approche demeurent ainsi réalistes quant aux impacts négatifs de cette activité économique, résultant entre autres du fait qu'il s'agisse d'une activité économique capitaliste à la base¹⁰⁰. En ce sens, la philosophie du tourisme « pro-pauvres » apparaît ainsi consciente des limites imposées par le système dominant en place.
- 32 L'on pourrait affirmer que la philosophie d'un tourisme « pro-pauvres » est trop simple, trop évidente. Mais, c'est effectivement car le développement du tourisme, particulièrement de masse, se déroule au sein du système mondial néolibéral que de telles inégalités sont créées, maintenues et reproduites, et que de ce fait un objectif visant explicitement l'amélioration des conditions de vie de populations en situation de pauvreté n'est pas un objectif de développement des affaires *naturel*. C'est ainsi qu'il est proposé au sein de cet article que sa pertinence est à considérer de façon significative, malgré que cette philosophie ne s'attaque pas directement aux sources systémiques de ces résultats inéquitables. Il est en effet proposé que le tourisme « pro-pauvres »

n'éliminera pas la pauvreté, mais bien qu'il s'agit d'une des façons de contrer les inégalités criantes créées par le système économique mondial en place. Il est reconnu que du fait de la promotion de la philosophie du tourisme « pro-pauvres », les initiatives en lien avec la réduction de la pauvreté sont devenues plus prévalentes¹⁰¹; voilà qu'il s'agit maintenant d'un objectif à « l'agenda » de plusieurs formes de discours et de projets de développement touristique. Par la promotion de cette approche, il est également possible que les touristes se questionnent sur les impacts de leurs choix et actions.

- 33 Il demeure que le tourisme, même dans les régions du Sud Global, croît au bénéfice du Nord Global. En les termes de professeur Michael Hall, universitaire proéminent sur la question de l'impérialisme touristique, « *[T]he notion espoused by the UNWTO that 'tourism exchanges benefit primarily the countries of the South' is a ridiculous one and hides the reality that not only is the consumption of tourism the domain of the wealthy, but in many ways so is its production.* »¹⁰². Il demeure également qu'un changement systémique est une tâche énorme qui ne peut être réalisée qu'à long terme. Pour le moment, la philosophie du tourisme « pro-pauvres » tire ses racines du fait que le tourisme est aujourd'hui une réalité pour de nombreuses communautés du Sud Global, et qu'il vaut ainsi mieux chercher à réduire les impacts négatifs et améliorer les bénéfices nets pour celles-ci¹⁰³, ce qui n'exclut pas une lutte plus large face au système en soi. Le tourisme étant une activité économique gagnant exponentiellement en importance, particulièrement pour plusieurs économies du Sud Global, il est primordial de s'y intéresser de plus près en matière de réduction de la pauvreté. D'autant plus, les activités des ministères du tourisme ne sont généralement pas considérées comme étant prioritaires au sein de gouvernements, et l'élimination de la pauvreté n'est souvent pas un objectif explicite de ceux-ci¹⁰⁴. Bref, l'état actuel du système n'étant manifestement pas conducteur à la réduction des inégalités, au sein de cette lutte effrénée aux profits, il n'en demeure pas moins qu'il est souhaitable que des initiatives de mitigation soient valorisées et promues. L'approche du tourisme « pro-pauvres » est ainsi une approche pragmatique, au sein de laquelle les tenants s'avouent contraints à « *work in the real world* »¹⁰⁵.

3. Un appel à la cohérence de la résistance par l'exclusion explicite du tourisme en formule des hôtels tout inclus

- 34 Le bémol qu'il nous importe toutefois de mettre de l'avant quant à la promotion d'une telle philosophie du développement touristique est son inclusion explicite, et de ce fait sa non-exclusion, du tourisme en formule des hôtels tout inclus dans le Sud Global. En effet, nous proposons qu'il s'agit d'une antithèse, joignant deux philosophies de développement d'un secteur, ou modèles d'affaires, qui sont incompatibles. Cette inclusion sera présentée, suivie de ses contradictions inhérentes en ce qui concerne les arguments des acteurs universitaires principaux de la philosophie du tourisme « pro-pauvres » ainsi que des conceptions du développement touristique qui se confrontent.
- 35 En 2000, dans leur article « Pro-poor tourism: putting poverty at the heart of the tourism agenda », Ashley, Boyd et Goodwin semblent implicitement dissocier le tourisme en formule des hôtels tout inclus de leur stratégie proposée. Ils citent comme obstacle à l'amélioration de la participation économique des personnes en situation de pauvreté le sous-développement du tourisme national, régional et indépendant, et comme l'une des

solutions, « *Avoid excessive focus on international all-inclusives.* »¹⁰⁶. Les auteurs affirment également que bien que la formule des hôtels tout inclus soit en croissance, il est peu probable qu'elle génère des liens économiques avec les économies nationales¹⁰⁷. En 2008, Goodwin apparaît modérer son approche à ce type de tourisme : « *It is important to remember that the impacts of tourism, positive and negative, are not uniform. It is not the case that all-inclusives are always bad and that accommodation-only deals are always good.* »¹⁰⁸. Il affirme que la forme que revêt le tourisme n'est pas ce qui soit important, mais bien ses impacts¹⁰⁹.

- 36 Les consommateurs ne détiennent généralement pas la majorité du pouvoir face aux commerçants en matière d'information. Si les acteurs du tourisme « pro-pauvres » ne désavouent pas le tourisme en formule des hôtels tout inclus en proposant que certains complexes hôteliers concluent des ententes aux fins d'approvisionnement local de produits maraîchers, ou encore permet à des artisans locaux de vendre leurs produits en leur enceinte¹¹⁰, la diligence du consommateur pourrait s'en trouver amoindrie. En effet, si le consommateur est exposé au message que ce ne sont pas tous les voyages en formule des hôtels tout inclus qui ne bénéficient pas de façon équitable aux communautés hôtes, à quel point celui-ci accomplira-t-il des démarches concrètes afin de valider que le complexe dans lequel il souhaite séjourner respecte réellement de telles stratégies « pro-pauvres »? Il semble majeur que le consommateur soit informé du fait qu'en très large majorité, les formules des hôtels tout inclus opèrent selon un plan d'affaires et une conception de la croissance économique grandement détachée de la philosophie du tourisme « pro-pauvres ».
- 37 D'autant plus, même s'il s'avère qu'un complexe hôtelier en formule des hôtels tout inclus du Sud Global intègre des politiques et actions liées à la diminution du taux de fuite et à la hausse de l'emploi local, par exemple, il demeure que cette forme d'exploitation touristique est génératrice d'exclusion sociale et d'impacts environnementaux alarmants. Malgré sa non-exclusion du tourisme en formule des hôtels tout inclus dans le Sud Global, sont cités comme objectifs de la stratégie « pro-pauvres », notamment, les éléments suivants : « *enable local community access to the tourism market and avoid enclaves* », « *ensure the maintenance of natural and cultural assets* » et « *control negative social impacts* »¹¹¹. Pourtant, le tourisme en formule des hôtels tout inclus, particulièrement dans les Caraïbes, représente certainement un développement touristique en enclave, nuit à la conservation environnementale ainsi que crée des impacts économiques et sociaux négatifs.
- 38 De plus, il est largement reconnu que les impacts environnementaux atteignent de façon disproportionnée les populations en situation de pauvreté¹¹². C'est ainsi que les impacts environnementaux des complexes hôteliers en formule des hôtels tout inclus sont d'autant plus criants dans une perspective de bénéfices nets pour les personnes en situation de pauvreté. Comment pourrait-on réellement affirmer qu'est compatible cette formule touristique avec la philosophie du tourisme « pro-pauvres », alors que, par exemple, un touriste y utilise jusqu'à 16 fois plus d'eau qu'une personne locale de la communauté hôte¹¹³? Si la recherche de bénéfices nets pour les personnes en situation de pauvreté a théoriquement pour corollaire la réduction des inégalités, de telles variations d'utilisation des ressources, menant à des impacts environnementaux potentiellement catastrophiques, particulièrement en périodes de sécheresse, ne peuvent être arguées comme étant souhaitables dans cette perspective.

- 39 Il fut démontré comment les tenants du tourisme « pro-pauvres » se situent par rapport à la critique voulant qu'ils ne s'attaquent pas au problème créateur d'inégalités, soit le système économique néolibéral capitaliste dans lequel se développent les activités touristiques, ne suivant que les tendances des marchés. Malgré cette position pragmatique plaidant pour que les effets du développement touristique qui se produit dans tous les cas de façon exponentielle soient au bénéfice des personnes en situation de pauvreté, il nous semble cohérent, et certainement souhaitable, que la philosophie délaisse sa généralité et se positionne contre la forme de tourisme qui exemplifie le plus ce que celle-ci condamne. Même si des efforts peuvent être accomplis en matière des actions proposées par la stratégie « pro-pauvres », la formule des hôtels tout inclus demeure simplement incompatible avec la philosophie sous-tendant le tourisme « pro-pauvres », qui ne se limite pas à la création d'emplois et l'achat de certains produits locaux. Puisque cette philosophie se définit sur le plan de bénéfices *nets*, il apparaît clair eu égard aux effets néfastes sur les communautés hôtes, bien documentés, que ces effets surpassent les bénéfices. Le bénéfice de la création d'emplois, par exemple, est à mitiger lorsque mis en parallèle avec les conditions de travail qui y sont associées : salaires plus élevés et postes de gestion réservés à des non-nationaux¹¹⁴, des contrats à court terme restreignant l'accès aux avantages sociaux et créant un climat d'insécurité de l'emploi¹¹⁵, etc. Ou encore, que penser d'un approvisionnement local en poisson si les complexes hôteliers construits en enclave côtière polluent les eaux environnantes et de ce fait déciment les bancs de poissons, en consommant de façon disproportionnée à la population locale, limitant ainsi leur accès aux ressources¹¹⁶? Il est admis que la philosophie du tourisme « pro-pauvres » ne propose pas de plan d'action de lutte contre le système économique contemporain, en soi créateur d'inégalités. Toutefois, de façon minimale, elle dénonce ces inégalités plutôt que de les ignorer ou de faillir à les reconnaître; il s'agit d'une avancée significative face à plusieurs autres formes de stratégies touristiques.

4. Un partenariat pour une résistance accrue : le tourisme social

- 40 La philosophie du tourisme « pro-pauvres » gagnerait à jumeler ses réflexions et actions à celles du tourisme social, qui mène une lutte parallèle, avec pour objectif l'accès au tourisme pour toutes et tous, principalement par le biais de l'Organisation internationale du tourisme social (OITS). Ainsi, au-delà du fait qu'il soit impératif que le développement touristique s'accomplisse au bénéfice des communautés hôtes, particulièrement en situation de pauvreté, en matière de lutte contre les inégalités, il importe également de lutter pour que le droit au tourisme ne soit pas unilatéral. En effet,
- l'OITS combine la lutte historique contre les inégalités en matière d'accès au tourisme avec les préceptes de l'économie sociale, tout en veillant à ce que le type de tourisme promu et mis en œuvre par ses membres conduise à un véritable développement des populations d'accueil et garantisse les droits des travailleurs de ce secteur¹¹⁷.
- 41 La lutte aux inégalités, tel que conceptualisée par l'OITS, doit donc être inclusive non seulement d'opportunités de tourisme pour les communautés hôtes, mais également de conditions dignes pour les employés du secteur. L'article 6 de la *Déclaration de Montréal – Pour une vision humaniste et sociale du tourisme* énonce ceci clairement, la création

d'emplois n'étant pas un objectif suffisant en soi : « Le secteur touristique doit être générateur d'emploi et garantir, simultanément, les droits fondamentaux des personnes qui y sont employées. »¹¹⁸. L'exclusion sociale est donc condamnée par l'approche du tourisme social, tel qu'en témoigne l'article 4 de l'Addendum d'Aubagne à la *Déclaration de Montréal* : « [...] les populations des pays d'accueil doivent avoir accès à leurs propres ressources touristiques comme aux bénéfices du tourisme »¹¹⁹. Il nous apparaît ainsi fort pertinent que la philosophie du tourisme « pro-pauvres » élargisse son spectre de bénéfices nets pour les populations en situation de pauvreté, en incluant le droit au tourisme pour celles-ci de façon proactive. Les objectifs des deux mouvements sont en effet fortement conjugables. Un tel élargissement conceptuel et militant est également conséquent avec un rejet du tourisme en formule des hôtels tout inclus dans le Sud Global, considérant l'exclusion notoire d'accès à celui-ci pour les populations locales, soit par les contraintes d'accès physique, notamment à la plage, soit de manière indirecte par les coûts rendant de ce fait un accès en tant que touriste largement improbable, sinon impossible.

- 42 La contribution de cet article est donc de proposer que la philosophie du tourisme « pro-pauvres », très large, soit plus proactive en ce qui concerne la mise de l'avant de solutions, par l'exclusion explicite de la forme majeure de tourisme qui produit de façon disproportionnée des inégalités pour les communautés hôtes affectées, soit la formule des hôtels tout inclus dans le Sud Global. Bien que le tourisme « pro-pauvres » ne s'attaque pas directement au système néolibéral dominant, tel que le relèvent légitimement ses critiques, ses tenants peuvent mener une lutte plus accessible, soit de chercher à contrer la popularité de la forme de tourisme qui représente le plus ce système créateur et reproducteur d'inégalités sociales criantes et inacceptables.

BIBLIOGRAPHIE

Alzboun, Nidal et al, (2016). The effect of sustainability practices on financial leakage in the hotel industry in Jordan, *Journal of Hospitality and Tourism Management*, volume 27, pp. 18-26.

Arhin, Albert A., Emmanuel Kumi, et Thomas Yeboah (2013). Can Post-2015 Sustainable Development Goals Survive Neoliberalism? A Critical Examination of the Sustainable Development-neoliberalism Nexus in Developing Countries, *Environment, Development and Sustainability*, volume 16, n° 3, pp. 539-554.

Ashcroft, Bill, Gareth Griffiths et Helen Tiffin (2002). *The Empire Writes Back*, New York, Routledge, 283 pages.

Ashley, Caroline, Charlotte Boyd, et Harold Goodwin (2000). Pro-poor tourism: putting poverty at the heart of the tourism agenda, *Natural Resource Perspectives*, n° 51, pp. 1-6.

Ashley, Caroline, Oliver Bennett et Dylis Roe, « Sustainable Tourism and Poverty Elimination Study - A report to the Department for International Development ». URL : <http://www.propoortourism.info/documents/SustT1999.pdf>.

- Banque interaméricaine de développement, « Overview – Sector Framework ». URL : <http://www.iadb.org/en/sector/sustainable-tourism/sector-framework,18403.html>.
- Banque interaméricaine de développement, « Overview - Sustainable Tourism ». URL : <http://www.iadb.org/en/sector/sustainable-tourism/overview,18353.html>.
- Banque mondiale, « Africa Region Tourism Strategy – Transformation through Tourism ». URL : http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/239054-1239120299171/5998577-1254498644362/6461208-1300202947570/AFR_Tourism.pdf.
- Britton, S., (1991). Tourism, Capital, and Place: Towards a Critical Geography of Tourism, *Environment and Planning D*, volume 9, n° 4, pp. 451-478.
- Brown, Denise Fay (1999). Mayas and tourists in the Maya World, *Human Organization*, volume 58, n° 3, 295-304.
- Brown, Wendy, (2006). American Nightmare Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization, *Political Theory*, volume 34, n° 6, pp. 690-714.
- Brown, Wendy, 2015. *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, New York, Zone Books, 296 pages.
- Butcher, Jim (2003). The Moralisation of Tourism – Sun, Sand... and Saving the World?, Londres, Routledge, 165 pages.
- Cabezas, Amalia L. (2008). Tropical Blues: Tourism and Social Exclusion in the Dominican Republic, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 21-36.
- Cañada, Ernest (2015). Prólogo - El turismo en las disputas por el territorio, dans Monterroso Salvatierra, Neptalí et Lilia Zizumbo Villareal (sous la direction de), *La configuración capitalista de paisajes turísticos*, Toluca, Universidad Autónoma del Estado de México, pp.13-20.
- Caribbean Journal, « Barbados Sets Tourism Record, Topping 300,000 Arrivals in First Half ». URL : <http://caribjournal.com/2015/08/02/barbados-sets-tourism-record-topping-300000-arrivals-in-first-half/>.
- Caribbean News Now, « Caribbean tourism sets new performance records ». URL : <http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-Caribbean-tourism-sets-new-performance-records-29355.html>.
- Caribbean Journal, « Expedia and the Caribbean ». URL : <http://caribjournal.com/2015/09/21/expedia-and-the-caribbean/>.
- Caribbean Journal, « St Vincent Getting \$5 Million Loan From Taiwan to Complete International Airport ». URL : <http://caribjournal.com/2015/08/17/st-vincent-getting-5-million-loan-from-taiwan-to-complete-international-airport/>.
- Cervantes, Juan (2013). Ideology, Neoliberalism and Sustainable Development, *Human Geographies -- Journal of Studies & Research in Human Geography*, volume 7, n° 2, pp. 25-34.
- Chok, Stephanie, Jim Macbeth, et Carol Warren (2007). Tourism as a Tool for Poverty Alleviation: A Critical Analysis of 'Pro-Poor Tourism' and Implications for Sustainability, *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 144-165.
- de Kadt, Emanuel (1979). *Tourism - Passport to Development?*, Oxford, Oxford University Press, 360 pages.
- Fonds monétaire international, « From Ambition to Execution: Policies in Support of Sustainable Development Goals ». URL : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1518.pdf>.

Fonds monétaire international, « IMF Executive Board Concludes 2015 Article IV Consultation with the Dominican Republic ». URL : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2016/pr1684.htm>

Fonds monétaire international, « IMF Report Looks at Growth Trends in the Caribbean and Recommends Fiscal Consolidation, Reforms to Boost Tourism ». URL : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2010/pr10394.htm>.

Gmelch, George (2003). *Behind the Smile – The Working Lives of Caribbean Tourism*, Bloomington, Indiana University Press, 211 pages.

Goodwin, Harold (2008). Pro-poor Tourism: a response, *Third World Quarterly*, volume 29, n° 5, pp. 869-871.

Goodwin, Harold, (2008). Tourism, local economic development, and poverty reduction, *Applied Research in Economic Development*, volume 5, n° 3, pp. 55-64.

Goodwin, Harold (2009). Reflections on 10 years of Pro-Poor Tourism, *Journal of Policy Research in Tourism, Leisure and Events*, volume 1, n° 1, pp. 90-94.

Goodwin, Harold, « Background paper - The Poverty Angle of Sun, Sea and Sand – Maximising Tourism's Contribution ». URL : <http://www.haroldgoodwin.info/resources/povertyangle.pdf>.

Gursoy, Dogan, et Gaunette Sinclair-Maragh (2015). Imperialism and tourism: The case of developing island countries, *Annals of Tourism Research*, volume 50, pp. 143-158.

Hall, Michael C. (2007). Pro-Poor Tourism: Do 'Tourism Exchanges Benefit Primarily the Countries of the South?', *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 111-118.

Harrison, David, (2008). Pro-poor Tourism: a critique, *Third World Quarterly*, volume 29, n° 5, pp. 851-868.

Harvey, David (2007). *A brief history of neoliberalism*, New York, Oxford University Press, 256 pages.

Hawkins, Donald E., et Shaun Mann (2007). The World Bank's Role in Tourism Development, *Annals of Tourism Research* vol. 34, n° 2 pp. 348-363.

Juarez, Ana M., (2002). Ecological degradation, global tourism, and inequality: Maya interpretations of the changing environment in Quintana Roo, Mexico, *Human Organization*, volume 61, n° 2, pp. 113-124.

Kai, Ulrich (2015). The perceived impacts of all-inclusive package holidays on host destinations - A Consumer Survey, Londres, Tourism Concern, pp. 1-26.

Kambites, Carol Jill (2014). "Sustainable Development": the "Unsustainable" Development of a Concept in Political Discourse, *Sustainable Development*, volume 22, n° 5, 336-348.

León, Yolanda M. (2007). The impact of tourism on rural livelihoods in the Dominican Republic's coastal areas, *Journal of Development Studies*, volume 43, n° 2, pp. 340-359.

Ley 158-01 que establece la Ley de Fomento al Desarrollo Turístico para los polos de escaso desarrollo y nuevos polos en provincias y localidades de gran potencialidad, y crea el Fondo Oficial de Promoción Turística (2001).

Medina, Laurie Kroshus (2003). Commoditizing culture: Tourism and Maya Identity, *Annals of Tourism Research*, volume 30, n° 2, pp. 353-368.

Mize, Ronald L., et Alicia Swords (2008). Beyond Tourist Gazes and Performances: U.S. Consumption of Land and Labor in Puerto Rican and Mexican Destinations, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 53-69.

Murray, Grant, (2007). *Constructing Paradise: The Impacts of Big Tourism in the Mexican Coastal Zone*, *Coastal Management*, volume 35, n° 2/3, pp. 339-355.

Nygren, Anja (2014). *Eco-imperialism and environmental justice*, dans Fisher, Dana R., Stewart Lockie et David A. Sonnenfeld (sous la direction de), *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*, New York, Routledge, pp. 58-69.

Organisation internationale du tourisme social, « Déclaration de Montréal - Pour une vision humaniste et sociale du tourisme ». URL : <http://www.oits-isto.org/oits/files/resources/14.pdf>.

Organisation mondiale du tourisme (1999). *Code mondial d'éthique du tourisme*, Rés AG 406(XIII), Doc off AG OMT, 13e sess.

Organisation mondiale du tourisme, « Faits saillants OMT du tourisme – Édition 2015 ». URL : <http://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284416882>.

Pattullo, Polly (2005). *Last Resorts*, Londres, Latin America Bureau, 274 pages.

Sandals, « The Sandals Difference ». URL : <http://www.sandals.com/difference/>.

Sandbrook, Chris G., (2010). Putting leakage in its place, *Journal of International Development*, volume 22, n° 1, pp. 124-136.

Scheyvens, Regina (2007). Exploring the Tourism-Poverty Nexus, *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 231-254.

Société financière internationale, « About IFC – Overview ». URL : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/about+ifc_new

Société financière internationale, « Tourism: Enhancing Economic Growth in Emerging Markets ». URL : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Industry_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Industries/Tourism,+Retail+and+Property/Sectors/.

Tourism Concern (2013). The impacts of all-inclusive hotels on working conditions and labour rights in Barbados, Kenya & Tenerife, Tourism concern, pp. 1-24.

Wilson, Tamar Diana (2008). Economic and Social Impacts of Tourism in Mexico, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 37-52.

NOTES

1. Organisation mondiale du tourisme, « Faits saillants OMT du tourisme – Édition 2015 ». URL : <http://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284416882>, à la p.2.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 4.

4. *Ibid.*, p. 4.

5. Caribbean News Now, « Caribbean tourism sets new performance records ». URL : <http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-Caribbean-tourism-sets-new-performance-records-29355.html>.

6. Caribbean Journal, « Barbados Sets Tourism Record, Topping 300,000 Arrivals in First Half ». URL : <http://caribjournal.com/2015/08/02/barbados-sets-tourism-record-topping-300000-arrivals-in-first-half/>.

7. Caribbean Journal, « Expedia and the Caribbean ». URL : <http://caribjournal.com/2015/09/21/expedia-and-the-caribbean/>.

8. Caribbean Journal, « St Vincent Getting \$5 Million Loan From Taiwan to Complete International Airport ». URL : <http://caribjournal.com/2015/08/17/st-vincent-getting-5-million-loan-from-taiwan-to-complete-international-airport/>.
9. [« *basic requirement for the development of a modern society* »] Ibid.
10. Pour une réflexion à ce sujet, voir en particulier les vastes écrits de la théorie postcolonialiste. Par exemple, dans notre cas à l'étude, cet extrait guide une réflexion en ce sens : « *Post-colonial societies have taken up the 'civilizing' benefits of modernity, only to find themselves the 'barbaric' instigators of environmental damage. In such ways the dynamic of imperial moral power is maintained globally.* » Ashcroft, Bill, Gareth Griffiths et Helen Tiffin (2002). *The Empire Writes Back*, New York, Routledge, 283 pages, p. 213.
11. Harvey, David (2007). *A brief history of neoliberalism*, New York, Oxford University Press, 256 pages, à la p. 3. Cet ouvrage offre un historique politico-économique du néolibéralisme largement acclamé.
12. Pour une réflexion sur les liens entre le tourisme et la dynamique d'accumulation capitaliste, cette analyse est significative : Britton, S., (1991). *Tourism, Capital, and Place: Towards a Critical Geography of Tourism, Environment and Planning D*, volume 9, n° 4, pp. 451-478, p. 451.
13. Notons d'emblée notre désaccord avec l'utilisation du terme « pauvres » pour identifier un groupe de personnes; plutôt qu'une identité, il s'agit à notre sens d'une situation dans laquelle une personne se trouve, qui ne la définit pas. Nous préférons l'utilisation du terme personne *en situation* de pauvreté. Nous reconnaissons également que l'utilisation du terme « pro-pauvres », en tant que traduction de « *pro-poor* », plutôt que par exemple « en faveur des pauvres », ne constitue pas un usage linguistiquement élégant. Toutefois, nous en avons sélectionné l'utilisation afin de maintenir une cohérence entre le terme original anglophone et les références qui y sont faites dans la littérature francophone. L'utilisation des guillemets représente le bémol symbolique et linguistique que nous mettons de l'avant par rapport à l'utilisation de ce terme.
14. Il s'agit du terme utilisé par Wendy Brown, emprunté à Michel Foucault, signifiant « *a specific form of normative political reason organizing the political sphere, governance practices, and citizenship* » : Brown, Wendy, (2006). *American Nightmare Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization*, *Political Theory*, volume 34, n° 6, pp. 690-714, p. 693.
15. Ibid, p. 694.
16. Brown, Wendy, 2015. *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, New York, Zone Books, 296 pages.
17. Organisation mondiale du tourisme (1999). *Code mondial d'éthique du tourisme*, Rés AG 406 (XIII), Doc off AG OMT, 13e sess.
18. Hawkins, Donald E., et Shaun Mann (2007). *The World Bank's Role in Tourism Development*, *Annals of Tourism Research* vol. 34, n° 2 pp. 348-363, p. 350.
19. Ibid, pp. 353-355.
20. de Kadt, Emanuel (1979). *Tourism – Passport to Development?*, Oxford, Oxford University Press, 360 pages.
21. Ibid, p. v.
22. Hawkins et Mann, *supra* note 18, pp. 355-356.
23. Ibid, pp. 356-357.
24. Ibid, pp. 357-358.
25. Ibid, p. 357.
26. Société financière internationale, « About IFC – Overview ». URL : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/about+ifc_new
27. Hawkins et Mann, *supra* note 18, p. 360.
28. Société financière internationale, « Tourism: Enhancing Economic Growth in Emerging Markets ». URL : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Industry_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Industries/Tourism,+Retail+and+Property/Sectors/.

29. Alzboun, Nidal et al, (2016). The effect of sustainability practices on financial leakage in the hotel industry in Jordan, *Journal of Hospitality and Tourism Management*, volume 27, pp. 18-26, p. 18.
30. Scheyvens, Regina (2007). Exploring the Tourism-Poverty Nexus, *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 231-254, p. 239.
31. Sandbrook, Chris G., (2010). Putting leakage in its place, *Journal of International Development*, volume 22, n° 1, pp. 124-136, p. 125.
32. Gmelch, George (2003). *Behind the Smile – The Working Lives of Caribbean Tourism*, Bloomington, Indiana University Press, 211 pages, p. 11.
33. Cabezas, Amalia L. (2008). Tropical Blues: Tourism and Social Exclusion in the Dominican Republic, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 21-36, p. 25.
34. Banque mondiale, « Africa Region Tourism Strategy – Transformation through Tourism ». URL : http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/239054-1239120299171/5998577-1254498644362/6461208-1300202947570/AFR_Tourism.pdf.
35. *Ibid*, à la p. 3.
36. *Ibid*, à la p. 11.
37. *Ibid*, à la p. 9.
38. Pattullo, Polly (2005). *Last Resorts*, Londres, Latin America Bureau, 274 pages, p. 53.
39. *Ley 158-01 que establece la Ley de Fomento al Desarrollo Turístico para los polos de escaso desarrollo y nuevos polos en provincias y localidades de gran potencialidad, y crea el Fondo Oficial de Promoción Turística* (2001).
40. Scheyvens, *supra* note 30, p. 239.
41. Brown, *supra* note 14, p. 694.
42. Mize, Ronald L., et Alicia Swords (2008). Beyond Tourist Gazes and Performances: U.S. Consumption of Land and Labor in Puerto Rican and Mexican Destinations, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 53-69, p. 56.
43. Juarez, Ana M., (2002). Ecological degradation, global tourism, and inequality: Maya interpretations of the changing environment in Quintana Roo, Mexico, *Human Organization*, volume 61, n° 2, pp. 113-124, pp. 113-114.
44. Murray, Grant, (2007). Constructing Paradise: The Impacts of Big Tourism in the Mexican Coastal Zone, *Coastal Management*, volume 35, n° 2/3, pp. 339-355, p. 339.
45. *Ibid*, p. 346.
46. Juarez, *supra* note 43, p. 117.
47. Mize et Swords, *supra* note 42, p. 57.
48. Murray, *supra* note 44, p. 346.
49. *Ibid*, à la p. 348.
50. Voir par exemple Juarez, *supra* note 43, p. 117 et Wilson, Tamar Diana (2008). Economic and Social Impacts of Tourism in Mexico, *Latin American Perspectives*, volume 35, n° 3, pp. 37-52, p. 47.
51. Wilson, *supra* note 50, p. 48.
52. *Ibid*, à la p. 45.
53. Cabezas, *supra* note 33, p. 29.
54. *Ibid*.
55. *Ibid*, à la p. 30.
56. León, Yolanda M. (2007). The impact of tourism on rural livelihoods in the Dominican Republic's coastal areas, *Journal of Development Studies*, volume 43, n° 2, pp. 340-359, p. 350.
57. Sandals, « The Sandals Difference ». URL : <http://www.sandals.com/difference/>.
58. Chok, Stephanie, Jim Macbeth, et Carol Warren (2007). Tourism as a Tool for Poverty Alleviation: A Critical Analysis of 'Pro-Poor Tourism' and Implications for Sustainability, *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 144-165, p. 158.
59. Cabezas, *supra* note 33, p. 25.

60. León, *supra* note 56, p. 349.
61. Voir pour un résumé des débats dans le contexte des Mayas : Medina, Laurie Kroshus (2003). Commoditizing culture: Tourism and Maya Identity, *Annals of Tourism Research*, volume 30, n° 2, pp. 353-368.
62. Voir par exemple Brown, Denise Fay (1999). Mayas and tourists in the Maya World, *Human Organization*, volume 58, n° 3, 295-304.
63. Brown, *supra* note 14, p. 699.
64. *Ibid*, p. 696.
65. *Ibid*.
66. Brown, p. 705.
67. Cervantes, Juan (2013). Ideology, Neoliberalism and Sustainable Development, *Human Geographies -- Journal of Studies & Research in Human Geography*, volume 7, n° 2, pp. 25-34, p. 32.
68. Arhin, Albert A., Emmanuel Kumi, et Thomas Yeboah (2013). Can Post-2015 Sustainable Development Goals Survive Neoliberalism? A Critical Examination of the Sustainable Development-neoliberalism Nexus in Developing Countries, *Environment, Development and Sustainability*, volume 16, n° 3, pp. 539-554, p. 540.
69. *Ibid*, à la p. 543.
70. *Ibid*.
71. Fonds monétaire international, « IMF Report Looks at Growth Trends in the Caribbean and Recommends Fiscal Consolidation, Reforms to Boost Tourism ». URL : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2010/pr10394.htm>.
72. *Ibid*.
73. Fonds monétaire international, « IMF Executive Board Concludes 2015 Article IV Consultation with the Dominican Republic ». URL : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2016/pr1684.htm>.
74. Précisément: « Sustaining strong economic growth and making it more inclusive will require concerted reform efforts. The authorities' reforms in education, strengthening social safety nets, and in promoting financial inclusion should help boost growth and improve social outcomes. ». *Ibid*.
75. Fonds monétaire international, « From Ambition to Execution: Policies in Support of Sustainable Development Goals ». URL : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1518.pdf>.
76. *Ibid*, p. 4.
77. *Ibid*, p. 11.
78. *Ibid*, pp. 12-13.
79. *Ibid*, p. 22.
80. *Ibid*.
81. Neuf au Brésil, deux en Argentine, un au Belize, un en Bolivie, un en Haïti, un au Nicaragua, un au Paraguay, un en République dominicaine, un au Salvador, et un en Uruguay. Banque interaméricaine de développement, « Overview - Sustainable Tourism ». URL : <http://www.iadb.org/en/sector/sustainable-tourism/overview,18353.html>.
82. Banque interaméricaine de développement, « Overview - Sector Framework ». URL : <http://www.iadb.org/en/sector/sustainable-tourism/sector-framework,18403.html>.
83. Kambites, Carol Jill (2014). "Sustainable Development": the "Unsustainable" Development of a Concept in Political Discourse, *Sustainable Development*, volume 22, n° 5, 336-348, p. 346.
84. Cervantes, Juan, *supra* note 67, p. 26.
85. de Kadt, *supra* note 20, p. xii.
86. Goodwin, Harold (2008). Pro-poor Tourism: a response, *Third World Quarterly*, volume 29, n° 5, pp. 869-871, p. 869.
87. *Ibid*.

88. Ashley, Caroline, Oliver Bennett et Dylis Roe, « Sustainable Tourism and Poverty Elimination Study - A report to the Department for International Development ». URL : <http://www.propoortourism.info/documents/SustT1999.pdf>.
89. *Ibid*, à la p. 6.
90. Ashley, Caroline, Charlotte Boyd, et Harold Goodwin (2000). Pro-poor tourism: putting poverty at the heart of the tourism agenda, *Natural Resource Perspectives*, n° 51, pp. 1-6, pp. 5-6.
91. Harrison, David, (2008). Pro-poor Tourism: a critique, *Third World Quarterly*, volume 29, n° 5, pp. 851-868, p. 858.
92. Scheyvens, *supra* note 30, p. 244.
93. Goodwin, Harold, (2008). Tourism, local economic development, and poverty reduction, *Applied Research in Economic Development*, volume 5, n° 3, pp. 55-64, p. 57.
94. Goodwin, Harold (2009). Reflections on 10 years of Pro-Poor Tourism, *Journal of Policy Research in Tourism, Leisure and Events*, volume 1, n° 1, pp. 90-94, p. 90.
95. Butcher, Jim (2003). *The Moralisation of Tourism – Sun, Sand... and Saving the World?*, Londres, Routledge, 165 pages.
96. Une phrase conclusive de son post-scriptum est indicative à cet égard : « *Tourism need only be about enjoyment, and requires no other justification. As for the moralising about tourist behaviour, how people choose to enjoy themselves is a matter for them.* » *Ibid*, p. 142.
97. *Ibid*, p.56. À noter que professeur Butcher critique également directement le tourisme « pro-pauvres » en ces termes : « *Rather than constituting an attempt to liberate people from the constraints of their environment, pro-poor tourism organises around these constraints.* » *Ibid*, p. 129.
98. Goodwin, *supra* note 93, p. 55.
99. Ashley, Bennett et Roe, *supra* note 88, p. 11.
100. Goodwin, *supra* note 86.
101. Harrison, *supra* note 91, à la p. 865.
102. Hall, Michael C. (2007). Pro-Poor Tourism: Do 'Tourism Exchanges Benefit Primarily the Countries of the South?', *Current Issues in Tourism*, volume 10, n° 2-3, pp. 111-118, p. 116.
103. Ashley, Bennett et Roe, *supra* note 88, p. 12.
104. *Ibid*, p. 37.
105. Harrison, *supra* note 91, p. 863
106. Ashley, Boyd et Goodwin, *supra* note 90, à la p. 5.
107. *Ibid*, à la p. 3.
108. Goodwin, *supra* note 93, à la p. 59.
109. *Ibid*.
110. Goodwin, Harold, « Background paper - The Poverty Angle of Sun, Sea and Sand – Maximising Tourism's Contribution ». URL : <http://www.haroldgoodwin.info/resources/povertyangle.pdf>, p. 2.
111. Goodwin, *supra* note 86, pp. 869-870.
112. Nygren, Anja (2014). Eco-imperialism and environmental justice, dans Fisher, Dana R., Stewart Lockie et David A. Sonnenfeld (sous la direction de), *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*, New York, Routledge, pp. 58-69, p. 58.
113. Kai, Ulrich (2015). *The perceived impacts of all-inclusive package holidays on host destinations - A Consumer Survey*, Londres, Tourism Concern, pp. 1-26, p. 6.
114. Gursoy, Dogan, et Gaunette Sinclair-Maragh (2015). Imperialism and tourism: The case of developing island countries, *Annals of Tourism Research*, volume 50, pp. 143-158, p. 153.
115. Tourism Concern (2013). *The impacts of all-inclusive hotels on working conditions and labour rights in Barbados, Kenya & Tenerife*, Tourism concern, pp. 1-24, p. 2.
116. Cañada, Ernest (2015). Prólogo - El turismo en las disputas por el territorio, dans Monterroso Salvatierra, Neptalí et Lilia Zizumbo Villareal (sous la direction de), *La configuración*

capitalista de paisajes turísticos, Toluca, Universidad Autónoma del Estado de México, pp.13-20, p. 18.

117. Organisation internationale du tourisme social, « Déclaration de Montréal - Pour une vision humaniste et sociale du tourisme ». URL : <http://www.oits-isto.org/oits/files/resources/14.pdf>.

118. *Ibid*, à l'article 6.

119. *Ibid*, à l'article 4 de l'Addendum d'Aubagne.

RÉSUMÉS

La promotion du tourisme est fréquente au sein des discours et programmes des grandes institutions internationales de développement. Toutefois, la croissance de cette activité économique, particulièrement de masse dans le Sud Global, se produit bien souvent de concert avec la croissance des inégalités des communautés hôtes. Il est proposé que le développement de ce secteur s'accomplisse selon la logique du néolibéralisme. Le tourisme en formule des hôtels tout inclus dans les Caraïbes sert d'exemple afin d'analyser les justifications et les effets de cette logique dans le secteur touristique. En réponse aux effets contre-intuitifs d'accroissement des inégalités économiques, sociales et environnementales, la philosophie du tourisme « pro-pauvres » se développa à la fin du siècle dernier. Gagnant en ampleur, nous explorons le potentiel de résistance de cette stratégie à l'idéologie néolibérale de développement, et nous la confrontons à ses critiques. Mitigées, nous ajoutons toutefois aux fins de notre propos la non-exclusion par le tourisme « pro-pauvres » du tourisme en formule des hôtels tout inclus. Des liens avec le courant du tourisme social sont proposés en conclusion, afin de mettre de l'avant un parallèle de résistance aux effets inévitables d'un développement néolibéral du tourisme dans le Sud Global.

The promotion of tourism is frequent within the discourses and programs of international development institutions. However, the growth of this economic activity, in particular mass tourism in the Global South, often comes accompanied by the growth of inequalities within host communities. It is proposed that the development of this sector is accomplished in line with the logic of neoliberalism. All-inclusive tourism in the Caribbean will constitute the example used in order to analyse the justifications and effects of this logic in the tourism sector. In response to the counter-intuitive effects of increasing economic, social and environmental inequalities, the philosophy of "pro-poor" tourism was developed at the end of the past century. Gaining in popularity, its resistance potential to the neoliberal development ideology is explored, and the strategy is confronted to its critics. Mitigated they be, however, the non-exclusion of all-inclusive tourism by "pro-poor" tourism is added. Links with the social tourism approach are presented to conclude, in order to put forward a resistance parallel to the inequitable effects of a neoliberal development of tourism in the Global South.

INDEX

Mots-clés : développement, néolibéralisme, redistribution des richesses, tourisme pro-pauvres, Caraïbes

Keywords : development, neoliberalism, wealth redistribution, pro-poor tourism, Caribbean

AUTEUR

SABRINA TREMBLAY-HUET

B.A., LL.M, Doctorante en droit, Université de Sherbrooke sabrina.tremblay-huet@usherbrooke.ca